



Déclaration Fédérale

PASS SANITAIRE : diviser et stigmatiser !

Dans son allocution télévisée du 12 juillet dernier, le Président de la République a assumé vouloir diviser les français. Il a ainsi égrainé une série de mesures qui visent à dresser les français les uns contre les autres :

- Les vaccinés et les non vaccinés
- Les salariés du régime général pour la retraite et les salariés ayant des régimes particuliers
- Les salariés actifs et les chômeurs.

Dans ce contexte, le pass sanitaire rendu obligatoire dans de nombreux lieux va rendre la vie en société impossible à une large partie de la population. Il va s'accompagner de mesures exceptionnelles autorisant les employeurs à licencier les salariés sans procédure contradictoire et sans assistance, comme le dénonce à juste titre le Conseil d'Etat.

Il va opérer des « *transformations profondes pour l'exercice de droits et libertés qui sont au fondement de notre pacte social et républicain* » selon la défenseuse des droits Claire Hédon, qui pointe un « *risque de glissement vers des pratiques de surveillance sociale générale* ».

Le gouvernement qui entend imposer ces nouvelles restrictions continue de fermer des lits d'hôpitaux et des services d'urgence, dont 630 seront contraints de fermer la nuit cet été ! Il entend poursuivre sa réforme de l'assurance chômage, qui va baisser les allocations de 17% en moyenne pour un million de salariés privés d'emploi. Il entend supprimer les régimes spéciaux de retraite, qui ont servi à bâtir l'essentiel des garanties collectives du régime général.

Comme l'a indiqué le porte-parole du Gouvernement Gabriel Attal : « *nous ne mettrons pas la France sur pause. Les milieux économiques ont besoin d'une volonté de fer et de promesses tenues* ». C'est cela qui guide l'agenda de Macron, pas les besoins des travailleurs ni des retraités.

Fédération des Sociétés d'Etudes

Nous dénonçons le pass licenciement et les manœuvres du gouvernement qui portent atteinte aux libertés individuelles et collectives et qui visent à cliver, à diviser et à opposer les salarié.e.s pour généraliser une politique répressive et de régression sociale dangereuse pour la démocratie et pour les droits des travailleurs et travailleuses.

Montreuil, le 21 juillet 2021

Fédération des Sociétés d'Etudes